
[Ouganda: des milliers d'autochtones expulsés du parc national de Mount Elgon certifié par le FSC](#)

En février 2008, le Service de la Faune et les Forces défensives de l'Ouganda ont expulsé plus de 4 000 personnes des communautés Benet et Ndorobo qui habitaient le parc national de Mount Elgon, dans l'Est du pays. Les maisons et les cultures ont été détruites, le bétail a été confisqué et les gens sont restés sans toit. Ils ont trouvé refuge où ils ont pu : dans des grottes et sous les arbres. Les plus chanceux sont restés dans une école primaire ou sont allés chez des gens de leur famille.

L'expulsion des Benet a commencé dix jours après qu'Annick Van de Venster, une touriste belge, a été abattue dans le parc national de Mount Elgon. D'après l'UWA, qui se charge de la gestion des parcs nationaux de l'Ouganda, les responsables avaient été des voleurs de bestiaux. Le directeur exécutif de l'UWA, Moses Mapesa, a dit : « Nous pensons que les gens qui ont tiré sur le groupe de touristes les ont pris pour les voleurs de bestiaux d'une bande rivale ».

L'UWA a utilisé la tragédie de la mort d'une touriste comme prétexte pour expulser les Benet. « Par suite de ces incidents », a dit Moses Mapesa, « l'UWA a estimé prudent de résoudre le problème de l'invasion du parc, qui de toute façon est illégale depuis que les limites du parc ont été redéfinies en 2002 ». Mapesa a affirmé que l'expulsion se faisait « avec humanité ». Il n'a pas expliqué comment on pouvait expulser les gens de leurs foyers et les laisser sans rien « avec humanité ».

En fait, les Benet ont légalement le droit de vivre dans le parc national de Mount Elgon. En octobre 2005, le Haut tribunal ougandais de Mbale a statué que les Benet étaient « les habitants autochtones historiques » de certaines parties du parc national. Selon cette décision, les Benet devaient être autorisés à « s'adonner à des activités agricoles » dans les zones sur lesquelles ils avaient des droits historiques.

Pourtant, Joshua Masereka, chef du parc national de Mount Elgon, ignore cette décision. « Nous avons toujours donné aux Benet le temps de quitter les lieux. Nous n'avons pas besoin d'eux dans le parc », a-t-il dit.

« C'est à cause de ce mépris du pouvoir des tribunaux que la justice est inaccessible pour les communautés pauvres et marginalisées de l'Ouganda », dit Chemisto Satya, directeur de programme d'ActionAid Ouganda. ActionAid a réclamé au gouvernement d'aider immédiatement les personnes expulsées, par le biais du ministère de Prévention des Désastres.

Le parc national de Mount Elgon a été certifié comme bien géré selon le système du Forest Stewardship Council. De toute évidence, la certification du FSC n'a pas servi à grand-chose au peuple autochtone Benet.

SGS Qualifor, l'organe de certification qui a délivré au parc le certificat FSC, connaît la décision du Haut tribunal selon laquelle les Benet sont les habitants autochtones historiques de Mount Elgon. « L'UWA a accepté la décision du tribunal dans le cas de la tribu Benet et a décidé de ne rien faire contre elle à moins de lui trouver d'autres terres (reconnaissant et respectant ainsi leurs droits) », dit

le résumé public du Rapport de certification présenté par SGS Qualifor en 2007.

Mais lorsque l'UWA a expulsé les Benet en février de cette année, personne ne s'est soucié de leur trouver « d'autres terres ». En mai, une centaine de personnes qui avaient été expulsées du parc ont campé devant le Parlement à Kampala, pour exiger que le gouvernement leur donne des terres. Un mois plus tard, Nelson Chelimo, président du district de Kapchorwa, proche de Mount Elgon, a dit qu'il fallait d'urgence de l'aide alimentaire pour sauver la vie à plus d'un milliard de Benet. « Les gens n'ont pas d'aliments ni d'abri depuis que l'UWA et l'armée les ont expulsés », a dit Chelimo dans une déclaration.

Le Principe 3 du FSC, qui concerne les peuples autochtones, ne donne pas aux gestionnaires des forêts le droit de les expulser « si on peut leur trouver d'autres terres », comme suggère SGS Qualifor dans son résumé public. Le Principe 3 dit que « Les droits juridiques et coutumiers des Peuples autochtones à posséder, à utiliser et à gérer leurs terres, leurs territoires et leurs ressources doivent être reconnus et respectés ». Donc, l'UWA ne peut satisfaire au Principe 3 qu'en reconnaissant et en respectant les droits des Benet « à posséder, à utiliser et à gérer leurs terres, leurs territoires et leurs ressources ».

En expulsant les Benet du parc national de Mount Elgon, l'UWA a montré son manque d'intérêt à respecter le Principe 3 du FSC ou la déclaration bien plus faible de SGS Qualifor, suivant laquelle les Benet ne seraient expulsés que si on pouvait leur trouver d'autres terres. L'UWA a chassé les Benet à coups de pied et les a laissés sans feu ni lieu.

Le mois prochain, SGS Qualifor devra faire une inspection du parc national de Mount Elgon. Cette fois, elle sera bien forcée d'admettre que l'expulsion des Benet enfreint le Principe 3 du FSC. Pour la simple raison que la gestion du parc national ne respecte pas les principes du FSC en matière de peuples autochtones, le certificat devra être annulé.

Chris Lang, <http://chrislang.org>